

Questions orales

[Traduction]

LA PEINE CAPITALE

M. Myron Thompson (Wild Rose, Réf.): Monsieur le Président, on m'a dit que 70 p. 100 des Canadiens des provinces atlantiques appuyaient le rétablissement de la peine capitale et que, selon un sondage effectué en juin, 69 p. 100 de tous les Canadiens étaient en faveur de ce châtement.

Le ministre de la Justice a toujours dit qu'il consultait et qu'il respectait la volonté des Canadiens. Dans le cas du contrôle des armes à feu, il a évoqué l'appui des corps policiers pour prétendre qu'il agissait pour des motifs moraux.

Voici ma question: puisque les Canadiens des provinces atlantiques et du reste du Canada, dont les agents de police, réclament un référendum sur la peine capitale, est-ce que le ministre de la Justice sera cohérent et tiendra un tel référendum en s'engageant à en respecter le résultat?

L'hon. Allan Rock (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, je me demande si je peux logiquement déduire de la question du député qu'il est maintenant prêt à appuyer la proposition du gouvernement sur le contrôle des armes à feu. Est-il avec nous?

Je l'ai dit pendant la campagne électorale de 1993, l'objectif premier du gouvernement est de garantir la sécurité de nos foyers et de nos villes. Toutes les mesures que nous avons prises dans le domaine de la justice depuis que nous sommes au pouvoir, notamment par l'intermédiaire du solliciteur général, visaient à accroître la sécurité dans les collectivités du Canada.

Si le député et les députés de son parti se soucient réellement de la sécurité des Canadiens et de leurs collectivités, ils collaboreront avec nous pour faire adopter nos propositions concernant les criminels à haut risque et le renforcement du système de justice pénale.

M. Myron Thompson (Wild Rose, Réf.): Monsieur le Président, je serai plus qu'heureux de me prononcer sur le projet de loi sur les armes à feu et je voterai contre. Je serais heureux de me prononcer dans le cadre d'un référendum sur la peine capitale et je voterais oui; je dis cela au cas où le ministre voudrait connaître mon opinion. Soixante-dix-huit meurtriers condamnés à la prison ont commis un autre meurtre pendant une libération conditionnelle.

● (1500)

Avec le projet de loi C-41, sur les crimes motivés par la haine, le ministre donne à entendre que la solution consiste à être plus durs envers les criminels.

Puisque le ministre convient que des peines plus lourdes peuvent prévenir le crime, est-il prêt à empêcher d'autres meurtres en rétablissant la peine capitale pour les assassins?

L'hon. Allan Rock (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, de ce côté-ci de la Chambre, nous croyons que le moyen d'accroître la sécurité publique consiste à proposer des mesures réfléchies reposant sur des analyses sérieuses et donnant des résultats.

Nous ne croyons pas qu'il faille céder au bluff, aux fanfaronnades; aux attaques personnelles mesquines ou qu'il convienne d'exploiter des tragédies.

Notre but, c'est d'assurer véritablement la sécurité publique. J'invite le député à collaborer avec nous à l'étude des propositions que le solliciteur général et moi présentons pour nous occuper des criminels à haut risque et pour renforcer le système de justice pénale plutôt que d'opter pour la solution simpliste qui consisterait à céder à l'humeur populaire du moment.

* * *

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'hon. Charles Caccia (Davenport, Lib.): Monsieur le Président, on pouvait lire dans un éditorial publié hier dans le *Globe* que les récentes tendances en matière de changements climatiques présentent des avantages.

Cette conclusion va à l'encontre d'un rapport provisoire du groupe des Nations Unies qui étudie les changements climatiques et d'un récent rapport d'Environnement Canada sur la hausse des températures estivales.

Ma question s'adresse à la ministre de l'Environnement. La ministre est-elle d'accord avec l'auteur de cet éditorial? Si elle ne l'est pas, quand son gouvernement et elle comptent-ils prendre des mesures pour éliminer les causes humaines de ces changements climatiques?

L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement, Lib.): Monsieur le Président, l'été dernier, nous avons pu voir les effets dévastateurs de ces changements climatiques lorsque des incendies de forêt ont ravagé plusieurs régions du pays, détruisant des forêts d'intérêt commercial d'une superficie totale égale à celle du Nouveau-Brunswick. En fait, nous n'avons connu qu'une seule période pire que celle que nous venons de traverser sur le plan des incendies de forêt.

Le secteur forestier à lui seul a subi des pertes de 3 milliards de dollars l'an dernier. Le coût direct des incendies et des tempêtes causés par le réchauffement de la planète a été de 500 millions de dollars. Contrairement à ce qu'on pouvait lire dans le *Globe and Mail*, une saison de croissance plus longue pour les agriculteurs entraînera une réduction de la productivité parce que le niveau d'humidité restera le même et que nous aurons donc à subir d'autres périodes de sécheresse.

* * *

LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

M. Vic Althouse (Mackenzie, NPD): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

La récolte touche à sa fin dans l'hémisphère nord et le niveau des approvisionnements mondiaux ne semble pas devoir fluctuer suffisamment pour infléchir la forte tendance à la hausse que connaissent présentement les prix. Compte tenu de la hausse des prix, le ministre peut-il dire à la Chambre pourquoi le gouvernement persiste à maintenir les acomptes à la livraison de la Commission canadienne du blé pour le blé et l'orge, qui sont d'environ un dollar le boisseau, en deçà du prix en vigueur sur le